

**DESROSIERS, JONCAS, NOURAIE, MASSICOTTE**

---

Regroupement d'avocats

PAR COURRIEL

Montréal, le 30 avril 2015

**Commission d'Enquête sur l'Industrie  
de la Construction**

**A/s : Greffe**

500, Boul. René-Lévesque Ouest,  
9<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H2Z 1W7

500, Place d'Armes  
Bureau 1940  
Montréal (Québec)  
H2Y 2W2

Tél. : (514) 397-9284  
Fax : (514) 397-9922

Me Christian Desrosiers

Me Lucie Joncas

Me Michel Massicotte

Me Lida Sara Nouraie

Me Nicholas St-Jacques

Me Michel Marchand

Le Groupe Nouraie Inc.

Consultant Michel Massicotte Inc.

**Objet : Re : Préavis amendé- Robert Abdallah  
13 avril 2015**

---

Madame, Monsieur les Commissaires,

Réponse au préavis amendé du 13 avril 2015

Remarques

Dans le préavis daté du 13 avril 2015, nous avons déjà répondu aux trois premières conclusions reprochées dans notre réponse du 27 janvier 2015.

Nous n'avons pas l'intention d'ajouter autre chose.

Quant aux reproches 4 et 5, il est allégué, de façon très générale, que M. Abdallah a ignoré des rapports ou recommandations visant la protection contre la collusion et, de ne pas avoir agi pour contrer ce phénomène.

Dans un courriel du 29 avril, suite à une demande de précision de ma part sur ce qu'on reprochait à mon client, Me Sonia Lebel écrivait :

Vous trouverez l'essentiel des informations pertinentes à cet item dans les témoignages de Guy Desrosiers et Serge Pourreaux. Veuillez considérer plus particulièrement les éléments suivants :

Guy Desrosiers 21 février 2013(notamment p. 260)  
Serge Pourreaux 27 février 2013(notamment pp. 293-294)  
28 février 2013  
Pièce 38p-484

Or, une analyse très objective de ces témoignages démontre hors de tout doute que M. Abdallah s'est donné comme mandat de changer les choses à la ville de Montréal et de réduire les coûts du Service des approvisionnements.

Rappelons que M. Abdallah est entré en fonction durant l'année 2003 et a démissionné au printemps 2006.

M. Guy Desrosiers est un analyste mandaté par la Commission pour déposer et analyser différents rapports concernant la gestion du Service d'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Il en a recensé quatre :

- 1- Rapports du vérificateur général de la Ville en 1997  
(Pièce 38-P-482; notes du 21 février 2013, p. 22; et décembre 2001, pièce P-483, notes pages 244; N.B. : Avant l'arrivée de M. Abdallah);
- 2- Rapport d'un groupe de travail externe sur la gestion des risques dans les contrats de construction, février 2004 (Pièce 38-P-484, notes du 21 février 2013, p.251);
- 3- Rapport « Appels d'offres, attribution et gestion des contrats de voiries, etc. », novembre 2006.  
N.B. : Après le départ de M. Abdallah (Pièce 38-P-485, notes 25 février 2014, p. 14);
- 4- Plan d'intervention pour les réseaux d'aqueduc et d'égouts, septembre 2009 et février 2010, donc après le départ de M. Abdallah (Pièce 38-P-487).

Ainsi donc, le seul rapport contemporain à l'emploi de M. Abdallah est celui de février 2004 (Pièce 38-P-484). La Commission a entendu une preuve abondante sur cette question.

Ce rapport était adressé à M. Serge Pourreaux alors directeur de l'approvisionnement (Notes 21 février 2013, p. 252). La décision de confier ce mandat à ces quatre ingénieurs externes fut entérinée en octobre ou novembre 2003 (Notes 21 février 2013, p.253).

La recommandation principale visait l'élaboration d'une politique de gestion proactive du processus d'appel d'offres (Notes, 21 février 2013, p. 256).

Pour ce faire, les auteurs recommandaient l'embauche de firmes spécialisées en matière de gestion de contrats (note, 21 février 2013, pp. 262-263).

La preuve démontre clairement que M. Abdallah a été le haut fonctionnaire le plus actif pour mettre en œuvre cette politique et changer le fonctionnement du Service d'approvisionnement.

M. Serge Pourreaux a été convoqué par la Commission pour témoigner les 27 et 28 février 2013.

Il a occupé la fonction de directeur de l'approvisionnement de février 2003 à octobre 2006, date à laquelle il a pris sa retraite (notes, 27 février 2013, p. 256).

Cette direction était responsable, entre autres, des travaux publics.

M. Abdallah aurait été embauché à l'été 2003 à titre de Directeur général (notes, 27 février 2013, p. 262).

M. Pourreaux a reçu des consignes de la direction d'optimiser son service avec un objectif de réduire de 35 millions par année le budget (notes, 27 février 2013, p. 265). Cette consigne a été imposée par M. Abdallah.

Le témoin rappelle que la fusion des villes venait de se réaliser et que chaque ville avait des politiques d'approvisionnement différentes (notes, 27 février 2013, pp. 265-266).

Pour réaliser cette réorganisation, on a dégagé une série de postes et engagé des contractuels (notes 27 février 2013, pp. 267-268).

Cette démarche de réforme devait se terminer le 1<sup>er</sup> janvier 2006 compte tenu de l'ampleur de l'ex C.U.M. (notes 27 février 2013, p. 269).

M. Pourreaux prend alors la décision de mandater quatre ingénieurs externes pour faire une analyse qui mènera au rapport 38-P-484.

Voici ce qu'il dit :

Nous, quand on a fait... quand on a eu à aborder ce secteur-là pour pouvoir alimenter l'équipe d'optimisation sur les constats, même si j'avais l'information, puis même s'il y avait beaucoup de gens qui pouvaient donner l'information, moi, j'ai pris la décision de créer un groupe de travail avec quatre ingénieurs externes. Ça, je pense que c'était même avant l'arrivée de monsieur Abdallah. Donc, c'est par la suite que monsieur Abdallah a pris connaissance de ce rapport-là. Ces quatre ingénieurs avaient à... Et je pense que monsieur Desrosiers a bien résumé la teneur du rapport de deux mille quatre (2004).

(Notes du 27 février 2013, p. 272)

Après le dépôt du rapport, M. Abdallah a vigoureusement tenté de l'appliquer.

M. Pourreaux s'exprime ainsi :

Ce dossier-là, au niveau de secteur de la construction, c'est un dossier que tout de suite, dans la première rencontre que j'ai eue avec monsieur Abdallah pour faire part de quand il est rentré en poste, le premier élément, les premières questions que monsieur Abdallah a posées, c'était là-dessus. O.K.? C'était très clair. Il voulait savoir où on en était. Puis je pense qu'à la première, la première ou la deuxième rencontre que j'ai eue avec lui, puis bon, avec mes supérieurs à l'époque, là, mais je veux dire, où on discutait de ça autour de la table, monsieur Abdallah, il m'a dit très clairement, en cognant son poing sur la table, il dit : « Serge, ça n'a pas de crisse de bon sens que ça coûte aussi cher, couler un mètre de béton à Montréal, que de l'envoyer à la Baie James. Il dit, ça ne tient pas debout.

(Notes du 27 février 2013, p. 281)

Donc, c'était un dossier important et je vous dirais que peut-être on a eu, dans la période de confection de toute la stratégie d'approvisionnement, l'optimisation, on a eu peut-être entre dix (10) et quinze (15) rencontres là-dessus avec monsieur Abdallah. Et, à chaque fois, il revenait : « Il faut que ça aille plus vite. Il faut régler le problème », et caetera. Puis je pense qu'on va revenir sur l'autre... l'autre geste qu'il a posé à cet effet-là. Donc, c'était une grande préoccupation.

(Notes du 27 février 2013, pp. 282-283)

Ce dossier était très suivi à la Ville, y compris par les élus (notes 27 février 2013, pp. 283-284).

Monsieur Pourreaux poursuit :

L'autre élément pour démontrer l'importance, monsieur Abdallah avait un chargé de projet qui travaillait avec lui à Hydro-Québec et qui a été engagé temporairement à la Ville de Montréal, monsieur Pierre Desjardins, qui regardait spécifiquement les dossiers de construction et qui était assigné à la démarche d'optimisation de la fonction approvisionnement.

[...]

...monsieur Desjardins avec monsieur Abdallah ont convaincu le directeur, qui était en fin de carrière à Hydro-Québec, qui était le directeur du contentieux pour les contrats de construction puis les litiges, à venir siéger sur le comité pour nous donner un coup de main. Donc, ça démontre qu'il y avait une préoccupation.

(Notes du 27 février 2013, pp. 284-285)

M. Abdallah est donc loin d'avoir ignoré ce rapport.

Après avoir souligné la réticence de certains services à la Ville, M. Pourreaux ajoute :

... oui, il n'y a aucun problème. Sauf que c'est sûr que les gens des travaux publics qui siégeaient sur les comités de révision des clauses générales et administratives, qui avaient eu les premiers éléments de constat de coûts et autres, étaient réticents. Puis ils voyaient bien... puis je pense que monsieur Abdallah avait, à plusieurs reprises, donné son orientation, puis on l'a entendu aussi en... quand il a donné une conférence de presse, en disant : « À la Ville de Montréal il y avait un problème de check and balance. » On ne peut pas avoir le même responsable du début du processus jusqu'à la fin, là, concevoir les plans, donner des contrats, faire la surveillance, autoriser les paiements, sans qu'il y ait de mécanisme de « check and balance ». Donc, il l'avait énoncé à quelques reprises. Puis je pense que les gens, au niveau du Service de... j'appelle ça les travaux publics, mais c'est le SITE, là, à monsieur Provost, monsieur Robillard, les gens qui étaient là, avaient perçu le message comme quoi qu'il voulait changer la façon de faire en approvisionnement pour les services de construction. Donc, il y avait la gestion du changement n'était pas facile.

(Notes du 27 février 2013, pp. 287-288)

M. Abdallah réagit ainsi :

Oui. Ah! Il dit : « Ça, je sais tout ça, ces problèmes-là. Je sais que nos clauses sont... et je sais que nos façons de faire... puis on n'a pas une bonne planification, puis, bon, le marché est fermé ». Ça, c'était... je veux dire, je ne lui apprenais rien en lui déposant ce rapport-là. Mais, c'est sûr que pour toute la démarche et pour toute l'équipe interne et externe d'optimisation, ce rapport-là était très utile.

(Notes du 27 février 2013, pp. 294)

M. Pourreaux ajoute :

Q. [...] vous le décrivez, sa réaction, est-ce que c'est de dire « je sais tout ça, puis je mets ça sur une tablette » ou c'est pour mieux aller de l'avant et plus rapidement encore?

R. « Raison de plus pour accélérer ton processus », il trouvait que le processus d'optimisation, nous, était lent.

(Notes du 27 février 2013, p. 295)

Le témoin signale également cette intervention de M. Abdallah :

[...] parce que rapidement on a pris le modèle, puis surtout suite à la recommandation de monsieur Abdallah, le modèle administratif pour gérer la démarche, la nouvelle démarche d'approvisionnement, c'était le concept du Centre de services partagés qui était déjà démarré au gouvernement du Québec et qui était aussi démarré à Hydro-Québec, le Centre de services partagés pour les différents éléments, donc...

(Notes du 27 février 2013, p. 297)

Quand certains intervenants ont mentionné que ce rapport était caché ou introuvable M. Pourreaux réplique :

C'est pour ça que j'étais un peu surpris de tout le brouhaha en disant « c'était caché ce rapport-là ». On l'a trouvé dans la troisième filière du deuxième tiroir. Il n'y a personne qui a été demandé à la direction de l'approvisionnement une copie du rapport qui a été commandé et payé par la direction de l'approvisionnement. C'est parce que c'était pour faire une mise au point là, ce n'était pas caché, là.

(Notes du 27 février 2013, p. 300)

M. Pourreaux va souligner également que c'est M. Abdallah qui a décidé d'engager une firme externe d'estimation des travaux, soit la firme Macogep.

Et ensuite, à un certain moment, quand monsieur Abdallah est arrivé puis qu'il regardait les dossiers de construction, à l'automne deux mille trois (2003), puis qu'il disait : « Bon, ça n'a pas de bon sens, ça coûte cher », et caetera, « Qu'est-ce qu'on peut faire? » Puis, bon, là on a utilisé Macogep sur quelques dossiers particuliers en disant : « Faites-nous une évaluation de l'estimé des coûts pour ces projets-là. »

(Notes du 28 février 2013, p. 23)

« On va essayer de baliser. » Parce que, avec monsieur Abdallah, on regardait la démarche, puis on savait que ça allait venir, ça allait venir les changements. Puis je dirais que, très tôt dans le processus, il y a des gens qui ont compris. Puis avec le discours de monsieur Abdallah à répétition sur le « check and balance », les gens ont compris qu'il y avait une volonté de sortir le volet d'appels d'offres du Service des travaux publics et du Service des immeubles.

(Notes du 28 février 2013, p. 24)

C'est M. Abdallah qui insistait pour l'instauration d'une procédure de contrôle et d'équilibre (check and balance).

Cette volonté de séparer l'évaluation de la réalisation et de la surveillance des travaux de construction rencontrait beaucoup de réticence à l'interne (notes 28 février 2013, p. 25).

Par la suite, il y a eu un appel d'offres pour engager une firme extérieure dont le mandat était d'évaluer les soumissions, contrat finalement octroyé à la firme Macogep (notes 28 février 2013, p. 25 et 42).

Lorsque l'écart entre l'estimation de Macogep et les soumissions était trop grand, la soumission était annulée par M. Abdallah (notes 28 février 2013, pp. 26-27).

Encore une fois, cette intervention de M. Abdallah dérangeait certains chefs de département (notes 28 février 2013, p. 30).

Plus loin, on peut lire :

[...] au quatrième paragraphe, c'est monsieur Hébert qui parle, qui dit : Nous sommes conscients que le contexte actuel de dispersion et d'hétérogénéité des documents d'appels d'offres ainsi que les coûts de construction en hausse constante ne peut être modifié de fond en comble par le seul fait d'estimer les coûts de projets mais...

(Notes 28 février 2013, p. 43)

L'engagement de la firme Macogep s'inscrivait dans le cadre de la démarche d'optimisation (notes 28 février 2013, p 44).

Une analyse des décisions au Comité exécutif en 2005 va démontrer que suite au travail de Macogep, plusieurs millions de soumissions ont été annulées, car l'écart était trop grand avec l'estimation de cette firme.

Outre cette démarche, M. Pourreaux souligne la volonté de M. Abdallah de changer les choses pour diminuer les coûts d'infrastructure :

Il y a eu d'autres interventions de monsieur Abdallah à cet égard-là parce que, aussi, là, monsieur Abdallah trouvait que la démarche était longue, parce qu'il aurait voulu que ce soit implanté plus rapidement. Mais, comme je mentionnais, c'était lourd puis aussi il y avait un peu de réticence puis, bon, la Ville de Montréal, c'est une grosse machine. Et comme éléments palliatifs qui ont aussi été implantés, ça a été d'obliger les servi[c]es à déposer la planification des travaux, au service de l'approvisionnement, pour avoir un calendrier, pour savoir quel appel d'offres être fait à quel moment, en vue de réalisation des travaux à quel moment, pour essayer d'avoir un certain contrôle sur ce qui se faisait puis

comment on pouvait aussi travailler pour préparer les éléments. Donc, ça a été une démarche qui a été faite. Il y a aussi un autre mémo de monsieur Abdallah concernant tous les documents contractuels.

(Notes 28 février 2013, pp. 44-45)

(Voir aussi : Pièce 40-P-531)

M. Abdallah a aussi demandé que la planification annuelle de chaque direction soit présentée à la Direction de la planification parce que le processus était aléatoire et peu discipliné (notes 28 février 2013, p. 46).

Puis en même temps, le directeur général voulait avoir ça pour le comité exécutif pour dire, bien voici ce qui s'en vient dans les appels d'offres puis dans les projets. Donc, ça a été... Ça aussi ça a été une démarche qui a été faite en palliatif en attendant qu'ils aient les modifications du système d'appels d'offres pour les travaux de construction.

(Notes 28 février 2013, p. 47)

À cet effet, M. Abdallah a envoyé un mémo à l'équipe de direction le 23 mars 2005 (pièce 40-P-532) :

Q. D'accord. Et dans cette lettre, on y voit une volonté claire de mettre en oeuvre une standardisation des processus?

R. De l'approvisionnement et des documents contractuels. C'était comme un rappel qui était fait en disant, la démarche, elle est là pour être réalisée, ce n'est pas juste des études, ce n'est pas juste le fruit de l'imagination de la Direction de l'approvisionnement, c'est un objectif corporatif, c'est chapeauté par le directeur général, ça va se réaliser. Donc, c'était... c'était vraiment un projet qui tenait beaucoup à cœur à monsieur Abdallah. C'était très très clair dans toutes les rencontres, une dizaine de fois... Il me blâmait, il me blâmait parce qu'il trouvait que ça n'allait pas assez vite. Mais il voulait que ça se réalise.

(Notes 28 février 2013, pp. 48-49)

À l'été 2005, un sommaire décisionnel a été distribué pour modifier le fonctionnement des appels d'offres (notes 28 février 2013, p. 50) avec création de 23 postes et budget en conséquence (notes 28 février, pp. 51-52).

On visait l'implantation le 1<sup>er</sup> janvier 2006 :

Puis on discutait avec Guy Hébert en disant : « Bien, comment on va... » On voulait attacher ça pour le mois de décembre, pour que



ça soit dans le budget, pour... Puis c'était la volonté de monsieur Abdallah que ça demeure le premier (1) janvier.

(Notes 28 février 2013, p.54)

Le témoin ajoute :

Q. [90] ... on est en septembre, octobre deux mille cinq (2005).

R. Oui, mais... Oui, mais la mise en contexte que souvent le directeur général faisait, monsieur Abdallah, dans ces présentations-là, en disant : « Voici là, c'est dans le cadre général de l'amélioration à la Ville, c'est dans le cadre d'optimisation, c'est dans le cadre aussi des dégagements budgétaires pour pouvoir... » parce que lui aussi avait de la misère à balancer le budget de la Ville, puis il escomptait ces économies-là pour alimenter et pour démontrer aussi que la fusion était profitable. Donc, ça s'insérait dans un cadre où ça allait améliorer la performance de la Ville en matière de coûts là. Donc, c'était... on ne venait... ce n'était pas... on ne venait pas faire... présenter un principe, on venait présenter des solutions pour améliorer les choses et avoir des biens et des travaux de meilleure qualité à un coût moindre, puis que ça allait être significatif.

(Notes 28 février 2013, p.61-62)

Or, au début décembre 2005 son patron immédiat. Guy Hébert est nommé à un autre poste (notes, 28 février 2013, p. 64).

Son nouveau supérieur immédiat est Cassius de Linval (notes 28 février 2013, p. 65). En janvier 2006, celui-ci l'informe qu'il ne peut travailler avec lui et l'invite à prendre sa retraite ou lui offre de le réaffecter à un autre service (notes 28 février 2013, p. 68).

Il comprend également que M. Abdallah a été dessaisi de ce dossier (notes 28 février 2013, p. 69) et très peu de temps après il démissionnait (notes 28 février 2013, p. 72).

Voici son opinion :



Mais ça me semble clair que c'était la jonction de ces deux éléments-là qui a fait que monsieur Abdallah... Puis, là, je ne lui ai jamais reparlé par la suite, là. Mais s'il a quitté la Ville, c'est certainement à cause de ça, parce qu'il avait mis trop... il s'était trop engagé dans ce projet-là pour dire, pour se faire dire : « Tu ne le fais pas, tu ne le réalises pas. » Au bout de deux ans et demi d'intervention, puis que c'était son domaine aussi. La construction, c'est quelque chose qu'il connaissait très, très bien. Alors, moi, puis... Bon. Il y a plusieurs personnes qui pensent comme moi. Ça a été un « putch » pour... Comme le projet ne pouvait pas être arrêté, ils ont écarté les trois porteurs de dossier, en ordre hiérarchique

(Notes 28 février 2013, pp. 72-73)


Suivant cette preuve, il est évident que M. Abdallah a tout fait pour implanter un nouveau système de contrôle du coût, des infrastructures et que cette volonté a été écartée au niveau politique.

Après cette analyse de la preuve vous comprendrez que M. Abdallah conteste vigoureusement les allégués 4 et 5 du Préavis amendé.

Dans l'attente de vos commentaires.

  
Christian Desrosiers, avocat  


CD/ac

Cc Greffe de la Commission Charbonneau   
Me Sonia Lebel 